Une affiche originale : quand un syndicat dénonce les accidents du travail

An Original Poster: When a Union Denounces Industrial Accidents

Morgan Poggioli

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/itti/2528>

DOI : 10.4000/itti.2528

Éditeur

Université de Poitiers

Référence électronique

Morgan Poggioli, « Une affiche originale : quand un syndicat dénonce les accidents du travail », *Images du travail, travail des images* [En ligne], 12 | 2022, mis en ligne le 18 février 2022, consulté le 02 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/itti/2528> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/itti.2528>

Ce document a été généré automatiquement le 2 avril 2022.

Images du travail, travail des images

Une affiche originale : quand un syndicat dénonce les accidents du travail

An Original Poster: When a Union Denounces Industrial Accidents

Morgan Poggioli

- 1 Pour ce numéro d'*Images du travail, travail des images* consacré à la représentation syndicale du monde du travail, nous nous proposons d'analyser la manière dont sont abordées à la toute fin des années 1920 les questions de la santé au travail, des accidents du travail et la mise en place des délégués à l'hygiène et à la sécurité, par le biais d'un focus sur une affiche de la Confédération générale du travail unitaire (CGTU) : *Les Conséquences de la rationalisation*, datant de 1929.

Image 1 : Affiche de la CGTU

Source : Fonds de l'IHS CGT.

- 2 Nous avons choisi cette affiche en particulier pour plusieurs raisons. D'abord pour son graphisme, car les illustrations durant l'entre-deux-guerres sont plutôt rares¹. En dehors des éditions spéciales à l'occasion des 1^{ers} mai² (Tartakowsky, 2000), l'affiche syndicale de la période est d'abord associée au texte bien plus qu'à l'image. Ici au contraire, c'est le dessin qui est mis au service d'une revendication. Ensuite, le sujet de l'affiche est – contrairement à ce que l'on pourrait croire – plutôt original puisqu'avant le Front populaire la protection des travailleurs n'est pas au cœur de la matrice syndicale ni de ses revendications (Poggioli, 2011). Et quand elle l'aborde, elle insiste généralement sur la réparation plus que sur les mesures de prévention (Machu, 2009). De fait, le syndicalisme français accuse un retard certain par rapport à ses homologues européens sur la question des accidents du travail et des maladies professionnelles, à tel point que l'on peut même parler d'une « cécité syndicale » (Rainhorn, 2011) en matière d'hygiène et de sécurité. Or, c'est bien de mesures de protection des travailleurs dont il est question sur ce placard. Ainsi, autant sur la forme que sur le fond, le caractère original de cette affiche méritait qu'on lui consacre une étude.

Encadré méthodologique

La singularité de cette affiche nous est apparue à la lecture des rares recueils consacrés aux affiches syndicales du xx^e siècle (Poitou, 1978 et IHS CGT, 1995). Ces derniers, même s'ils ne sont pas exhaustifs, n'en demeurent pas moins des sources importantes pour avoir une vision d'ensemble de la production d'affiches et des progrès qui l'accompagne. Nous avons élargi ce premier corpus grâce au portail Pandor de la Maison des sciences de l'Homme de Dijon. Notre démarche s'appuie sur les affiches et les archives de la CGT ainsi que sur les travaux récents issus des nouveaux champs de recherche appliqués à l'histoire de la santé au travail. Elle vise à mettre en lumière, sur la période de l'entre-deux-guerres, les évolutions du

syndicalisme dans la prise en compte de la question sanitaire au travail par sa représentation à travers les affiches.

Images 2 : Affiche syndicale « classique » centrée sur le texte : affiche de la CGTU pour le 1er mai 1926

Source : <https://pandor.u-bourgogne.fr/>

Images 3 : Affiche du syndicat CGT des employés d'Amiens, 1932

Source : Archives départementales de la Somme.

1. Dénoncer la rationalisation taylorienne

- 3 L'affiche dont nous ignorons le nom du dessinateur (signature illisible) émane de la CGTU, dont on retrouve en haut le sigle et le label, ainsi que celui de l'Internationale syndicale rouge, « ISR » (Tosstorff, 2002), à laquelle la confédération est affiliée. La CGTU, créée en 1922, est la rivale communiste de la CGT dite confédérée. Intitulée *Les Conséquences de la rationalisation*, l'affiche se compose de six strips illustrant chacun une situation accidentogène au travail et révélant la dangerosité de l'industrie moderne. Ces dessins sont surmontés et légendés d'analyses émanant tantôt du point de vue patronal (à gauche), tantôt du point de vue syndical (à droite) exposé en l'occurrence sous la formule « les véritables causes ». Disposés en pont, ils encadrent alors la revendication de la CGTU pour l'instauration de délégués à l'hygiène et à la sécurité ainsi qu'un appel aux travailleurs à rejoindre les syndicats unitaires. L'affiche qui demeure relativement sombre – dans tous les sens du terme – se veut à la fois très réaliste et *gore*, avec pas moins de trois cas d'amputation dont la brutalité est exprimée à renfort de giclées de sang et un mort enseveli par des gravats. Les couleurs noire et rouge dominant le texte et les dessins, il se dégage de cet ensemble une impression de violence.
- 4 À travers cette campagne d'affichage, la CGTU entend alerter sur les conséquences des nouveaux modes d'organisation industrielle (rationalisation, taylorisation, chronométrage...) et dénoncer les risques qu'ils entraînent pour les travailleurs. C'est pourquoi elle réclame l'instauration de « délégués ouvriers à la sécurité et à l'hygiène » élus par les salariés. L'industrie de l'entre-deux-guerres est en effet dangereuse. Aux

usines métallurgiques Schneider du Creusot par exemple, pas moins de 6 726 accidents de travail sont recensés pour la seule année 1921, et on compte plus de 55 200 journées perdues en 1928 dont les frais (primes d'assurances, pertes) représentent l'équivalent de 3 % de la masse salariale (Capuano, 2011).

- 5 Mais ce qui est particulièrement intéressant, c'est le souci de vérité qui émane de ce matériel de propagande. Chacune des théories patronales est sourcée d'un numéro du journal *L'Usine* (organe de presse économique et patronale des usines métallurgiques) accompagné de la page de référence. La vignette sous-titrée « Vincennes Saumur, décoffrage trop hâtif » renvoie à l'effondrement du hangar Bossut de l'école de cavalerie de Saumur dont la moitié nord s'écroula le 24 décembre 1928, tuant sept ouvriers et en blessant une dizaine d'autres. Après enquête, le décoffrage trop rapide du bâtiment en voie d'achèvement s'avéra effectivement être la cause vraisemblable de la catastrophe³. De même, la proportion de « 80 % » des accidents pour laquelle le patronat imputerait la responsabilité aux ouvriers, si elle n'est pas attestée, n'est certainement pas très éloignée de la réalité. Chez Schneider, une nouvelle fois, la direction porte cette part à 60 %, arguant du non-respect des consignes de sécurité : non-observation des règlements, négligence, inattention (Capuano, 2011).
- 6 Ce qui est vrai pour Schneider l'est également pour le patronat de manière générale qui tend à minimiser l'impact de l'industrialisation sur la santé des travailleurs ainsi que sa propre responsabilité, et à mettre en cause les mauvaises conduites individuelles, voire les facteurs collectifs, sinon culturels, du mode de vie ouvrier (Debout *et al*, 2009). Dans le cadre du saturnisme des peintres, aux yeux des employeurs, ce n'est pas la céruse qui est responsable de la maladie, mais l'alcoolisme des ouvriers, leur manque d'hygiène, leurs mauvaises habitudes alimentaires (Rainhorm, 2011). Les politiques préventives patronales répondent alors à deux objectifs prioritaires : disculper la partie employeur et éviter autant que possible l'intervention directe de l'État à l'intérieur des établissements. À l'inverse, la CGTU oppose ici le manque, voire l'absence de mesures de protection, les cadences imposées et la faiblesse des services de l'État, qu'il conviendrait de suppléer par l'instauration de délégués ouvriers qui assureraient un contrôle. À titre d'exemple pour illustrer les carences publiques, au début des années 1920, une enquête de l'Inspection du travail sur les dangers de l'utilisation du pistolet à peinture avait conclu à son interdiction, pour la région parisienne, en cas de non-respect des mesures minimales de protection (équipements adaptés, masques, appareils de ventilation). Or en 1931, cette mesure n'était toujours pas appliquée et encore moins généralisée à l'ensemble du territoire⁴. La revendication de la CGTU paraît donc, à bien des égards, parfaitement justifiée.
- 7 Enfin, cette affiche cible des métiers spécifiques, ceux de l'industrie métallurgique illustrée par la tourneuse-fraiseuse et la presse hydraulique, de la chimie et du bâtiment, reconnus pour leur dangerosité. Ceux de la mine en sont absents, non pas qu'ils soient moins dangereux, mais pour la simple raison que les mineurs ont déjà obtenu la mise en place de délégués à la sécurité depuis l'adoption de la loi du 8 juillet 1890 (Hesse, 1997). L'affiche s'adresse donc d'abord aux travailleurs de l'industrie et particulièrement aux ouvriers spécialisés. Car ce sont bien les tâches des ouvriers peu qualifiés (manœuvres pour le bâtiment), aux gestes répétitifs, à la chaîne ou travaux de somme, qui sont représentées à travers ces dessins. Mais c'est une vision beaucoup moins drôle que celle des *Temps modernes* qui nous est donnée à voir ici.

- 8 Et si ces postes de travail sont mis en exergue pour leur caractère accidentogène et justifier la demande de mise en place de délégués à l'hygiène et la sécurité, la CGTU les cible également dans une perspective de recrutement comme l'indique son appel à rejoindre ses syndicats. En effet les secteurs industriels comme le textile, le bâtiment et la métallurgie en particulier, sont ceux où la Centrale unitaire est mieux implantée que sa concurrente confédérée, toute proportion gardée car les taux de syndicalisation y demeurent marginaux. À la CGTU tout comme à la CGT d'ailleurs, les principaux foyers d'implantation syndicale se trouvent chez les travailleurs à statut des services publics (cheminots, transports urbains et électriciens-gaziers). Or si la CGTU progresse en termes d'adhérents jusqu'en 1927 (environ 350 000), les effectifs s'étiolent à partir de 1928 (Boulouque, 2011). Cette campagne peut alors aussi être analysée comme une tentative de réponse à l'hémorragie militante, ciblant des branches professionnelles où le potentiel de recrutement ouvrier est important.

2. Revendiquer la mise en place de délégués à l'hygiène et à la sécurité

- 9 Cette affiche illustre le point de vue de la CGTU sur les conditions de travail dans l'industrie française de la fin des années 1920, juste avant la Grande Dépression. Radicale dans son expression esthétique, elle reflète le caractère révolutionnaire du syndicalisme unitaire et entend ainsi interpeller le public visé. Ces affiches étaient de fait généralement placardées près des usines et le long du parcours des ouvriers se rendant sur leur lieu de travail⁵. Nous ignorons si cette campagne d'affichage s'appuie sur les conclusions de la conférence générale de l'Organisation internationale du Travail du 30 mai 1929 préconisant la « nomination de représentants des travailleurs dans des comités de sécurité chargés d'assurer l'application des règlements et d'établir les causes des accidents » (Lespinet-Moret, 2011). Il aurait été effectivement intéressant de savoir si la CGTU avait profité des travaux d'une organisation internationale qu'elle considère « bourgeoise » et qu'elle rejette par refus de la « collaboration de classes », pour en demander l'application immédiate en France. La concomitance entre l'édition de l'affiche et cette conférence de l'OIT peut laisser supposer qu'il ne s'agirait pas que d'un hasard...
- 10 Cette affiche donne à voir certainement l'une des dernières campagnes revendicatives de la CGTU. En effet, cette même année 1929 correspond au tournant « classe contre classe » de l'Internationale communiste qui oblige le syndicat à abandonner progressivement le terrain social pour privilégier la dimension politique et révolutionnaire de la lutte ouvrière. Le sectarisme de sa ligne accentuera la chute de ses effectifs et reléguera le volet revendicatif au second plan. Ce n'est qu'avec la réunification de la CGT et de la CGTU de 1936 et la victoire du Front populaire que la question de la sécurité des travailleurs reprendra de l'acuité sur le terrain syndical. Les premières inflexions se produiront d'abord au niveau politique. Suite à la signature de l'accord Matignon, le gouvernement augmentera le budget du ministère du Travail (Murard et Zylberman, 2003) et de sa section hygiène, renforcera l'intégration des partenaires sociaux dans l'élaboration de la législation sociale via le Conseil national économique (Chatriot, 2002) ou la Commission d'hygiène industrielle et augmentera le nombre de maladies professionnelles reconnues. Parallèlement, la CGT, désormais riche de quatre millions d'adhérents investira dans les domaines juridiques et médicaux afin

de répondre aux nombreuses sollicitations législatives, réglementaires et sanitaires. Les anciens Unitaires prendront leur part dans cette dynamique (Dreyfus, 1996). La Commission confédérale des maladies professionnelles sera ainsi réorganisée et renforcée⁶ tandis qu'un Institut confédéral d'études et de prévention des maladies professionnelles sera créé en 1937. Il diligentera plusieurs enquêtes dont les résultats seront ensuite repris par la CGT pour exiger la mise en œuvre des mesures d'hygiène et de sécurité qui s'imposent. Il initiera également les premières campagnes d'information et de prévention auprès des travailleurs par le biais de conférences, d'affiches et de brochures⁷.

Images 4 : De nouveaux outils syndicaux. Affiche de l'Institut confédéral d'études et de prévention des maladies professionnelles, 1938

Source : Fonds IHS CGT.

Images 5 : Brochure du Centre confédéral d'éducation ouvrière, 1937

Source : <https://pandor.u-bourgogne.fr/>

- 11 Ces nouveaux outils syndicaux induiront de nouvelles pratiques et raviveront d'anciennes revendications tombées en sommeil. Ainsi, dans le cadre de la mise en place des conventions collectives, un nombre croissant d'ouvriers exigeront l'instauration de délégués à l'hygiène et à la sécurité (Buzzi, Devinck et Rosental, 2006) tandis que les membres de la Commission confédérale des maladies professionnelles demanderont que la CGT inscrive la création des délégués de l'hygiène et de la sécurité dans son programme revendicatif⁸. La mesure ne sera pas appliquée du fait de la dislocation du Front populaire puis de la guerre. Il faudra attendre 1947 pour voir finalement se mettre en place ces délégués à l'hygiène et à la sécurité, avec l'instauration des comités d'hygiène et de sécurité pour les établissements industriels de plus de 50 salariés et les établissements du secteur tertiaire de plus de 500 salariés (Hatzfeld, 2006).

BIBLIOGRAPHIE

Boulouque S. (2001) « Vérification, rectification et interdépendance. Les relations entre la CGTU et l'ISR 1930-1932 », *Communisme*, n° 65-66, p. 133-160.

Buzzi S., Devinck J.-C. et Rosental P.-A. (2006) *La Santé au travail, 1880-2006*, Paris, La Découverte.

- Capuano C. (2011) « Le point de vue patronal sur les accidents du travail. Le cas des usines Schneider du Creusot des années vingt à la Seconde Guerre mondiale », dans Bruno A.-S., Geerkens E., Hatzfeld N. et Omnès C. (dir.), *Santé au travail, entre savoirs et pouvoirs*, Rennes, PUR, p. 145-160.
- Chatriot A. (2002) *La Démocratie sociale à la française, l'expérience du CNE, 1924-1940*, Paris, La Découverte.
- Debout F., Faure S., Flipo F., Gernet I., Le Lay S., Lusson J. et Vincent J. (coord.) (2009) « La santé à l'épreuve du travail », *Mouvements*, n° 58, p. 7-12.
- Dreyfus M. (1996) « Le débat sur le syndicalisme à bases multiples à travers les archives du Profinintern et quelques autres », dans Wolikow S. (dir.), *Une histoire en révolution ? Du bon usage des archives de Moscou et d'ailleurs*, Dijon, EUD, p. 159-167.
- Hatzfeld N. (2006) « Entre fonction technique et démocratie participative, les débuts discutés des CHS (1947-1970) », dans Chatriot A., Join-Lambert O. et Viet V. (dir.), *Les Politiques du travail (1906-2006). Acteurs, institutions, réseaux*, Rennes, PUR, p. 403-414.
- Hesse P.-J. (1997) « Les délégués de la sécurité des ouvriers mineurs dans quelques mines de l'Ouest (1890-1940) », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, n° 3, p. 213-225.
- IHS CGT (1995) *100 affiches du premier centenaire*, Montreuil, Vie Ouvrière éditions.
- Lespinet-Moret I. (2011) « Hygiène industrielle, santé au travail. L'OIT productrice de normes », dans Lespinet-Moret I. et Viet V. (dir.), *L'Organisation internationale du Travail. Origine, développement, avenir*, Rennes, PUR, p. 63-75.
- Machu L. (2009) « Entre prévention et réparation : les syndicats ouvriers face à la question des risques pendant l'entre-deux-guerres », dans Omnès C. et Pitti L. (dir.), *Cultures du risque au travail et pratiques de prévention*, Rennes, PUR, p. 189-201.
- Murard L., Zylberman P. (2003) « Mi-ignoré, mi-méprisé : le ministère de la Santé publique, 1920-1945 », *Les Tribunes de la santé*, n° 1, p. 19-33.
- Poggioli M. (2011) « La CGT et l'expérience du Front populaire. Vers une meilleure protection sanitaire des travailleurs », dans Bruno A.-S., Geerkens E., Hatzfeld N. et Omnès C. (dir.), *Santé au travail, entre savoirs et pouvoirs*, Rennes, PUR, p. 231-242.
- Poitou J.-C. (1978) *Affiches et luttes syndicales de la CGT*, Paris, Chêne.
- Rainhorn J. (2011) « De l'enjeu invisible à l'outil de mobilisation : le syndicalisme ouvrier à l'épreuve du saturnisme des peintres (France, début XX^e siècle) », dans Bruno A.-S., Geerkens E., Hatzfeld N. et Omnès C. (dir.), *Santé au travail, entre savoirs et pouvoirs*, Rennes, PUR, p. 213-230.
- Tartakowsky D. (2000) « Images du Premier Mai », *Sociétés et Représentations*, n° 10, p. 323-336.
- Tosstorff R. (2002) « Moscou contre Amsterdam, l'Internationale syndicale rouge (1920-1937) », dans Régis T. et Wolikow S. (dir.), *À l'épreuve de l'international. Les syndicalismes en Europe*, Paris, Syllepse, p. 43-54.

NOTES

1. Exposition numérique *Le Politique affiché : une vision autochromée de l'engagement par Les Archives de la Planète d'Albert Kahn*, « Affiches syndicales 1920 ». URL : http://tristan.u-bourgogne.fr/RessourcesVideo/2014_2015/201412Expo_Kahn/02_AFFICHES.mp4
2. Brochure *1^{er} Mai. Images pour un centenaire*, Institut d'histoire de la CGT, s.d.

3. Exposition *Saumur 1918, et après ?*, <https://www.ville-saumur.fr/images/pages/2019/touriste/VAH/BAT_OK_SAUMUR_VAH_-_Catalogue_1918.pdf>.
 4. IHS CGT, CFD 97/27 : Rapport de la Chambre syndicale confédérée des ouvriers peintres en bâtiment de la région parisienne, 23 décembre 1931.
 5. <https://histoire-image.org/fr/etudes/reunions-syndicales>.
 6. IHS CGT, CFD 97/27 : Rapport de la Commission confédérale des maladies professionnelles, 16 mars 1938.
 7. IHS CGT, CFD 97/28 : Rapports d'activité de l'Institut confédéral d'études et de prévention des maladies professionnelles, 1938.
 8. IHS CGT, CFD 27/1 : Rapport de la Commission confédérale des maladies professionnelles, 11 mai 1938.
-

RÉSUMÉS

Notre article propose de traiter, par le prisme d'une affiche syndicale, la thématique des accidents du travail dans l'industrie de la France de l'entre-deux-guerres et d'analyser plus largement le regard porté par le syndicalisme français sur l'hygiène et la sécurité au travail. L'affiche illustrée, en tant qu'objet d'étude, nous permet également d'aborder les questions de la représentation du travail ouvrier et de la mobilisation par l'image dans une perspective revendicative.

Our article proposes to treat, through the prism of a union poster, the theme of industrial accidents in the French industry during the interwar period and to analyze more broadly the view taken by French unionism on occupational health and safety. The illustrated poster, as an object of study, also allows us to address the questions of the representation of worker's work and of mobilization through the image from a protest perspective.

INDEX

Mots-clés : affiches, syndicalisme, accidents du travail, maladies professionnelles

Keywords : posters, unionism, industrial accidents, occupational diseases

AUTEUR

MORGAN POGGIOLI

Ingénieur d'études à l'Université de Bourgogne Franche-Comté, Morgan Poggioli est docteur en histoire contemporaine et chercheur associé au LIR35 (Laboratoire interdisciplinaire de recherche Sociétés, Sensibilités, Soin, UMR 7366 CNRS-uB). Ses recherches portent sur le syndicalisme français de l'entre-deux-guerres. Il a récemment coordonné avec David Hamelin l'ouvrage collectif *La CGT en question(s). Regards croisés sur 125 années d'un syndicalisme de transformation sociale* (Dijon, EUD, 2019) sous la direction de Michel Dreyfus et Michel Pigenet.